



Belgische Technische Coöperatie nv
Coopération Technique Belge sa

RAPPORT DE SUIVI - EVALUATION

Programme d'Appui à la Réalisation des Etudes et Consultations - PAREC
Programme d'appui à la réalisation d'études et de consultations
(MLI0401411)

INFORMATIONS DE BASE SUR LE PROJET.

Pays : Mali

Secteur et sous –secteur CAD : Multisectoriel

Institution nationale ou régionale chargée de l'exécution : Non applicable

Agences d'exécution : Représentation CTB

Nombre d'experts en coopération internationale de la CTB : NEANT

Durée de la prestation (selon AS/CS) : 06 ans

Date de démarrage de la prestation :
Selon AS/CS : 30/06/2004
Effective : 25/11/2004

Date de clôture de la prestation :
Selon AS/CS : 01/07/2010
Estimée : 01/07/2010

Modalités de gestion de la prestation : Régie

Budget total de la prestation : 742.102,77 Euros

Période couverte par le rapport : année 2006

Annexes	Oui	Non	Sans objet
1. Planning d'activités période sous revue			X
2. Planning d'activités période + 1			X
3. Etat des recettes et dépenses de la période sous revue	X		
4. Prévisions budgétaires période + 1			X
5. Formations			X
6. Sous-traitance et appels d'offres	X		

PREMIÈRE PARTIE : APPRECIATION

Appréciez la pertinence et la performance de la prestation en utilisant les appréciations suivantes :

- 1. - Très satisfaisant
- 2. - Satisfaisant
- 3. - Non satisfaisant, malgré certains éléments positifs
- 4. - Non satisfaisant
- X. - Sans objet

Inscrivez vos réponses dans la colonne correspondant à votre rôle dans l'exécution de la prestation.

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
PERTINENCE¹ (cf. PRIMA, §70, p.19)		
1. Quel est la pertinence de la prestation par rapport aux priorités nationales de développement?		2
2. Quel est la pertinence de la prestation par rapport à la politique belge de développement?		2
3. Les objectifs de la prestation sont-ils encore pertinents ?		2
4. La prestation répond-elle aux besoins des groupes cibles?		1
5. En fonction de ses objectifs, la prestation s'appuie-t-elle sur les organes locaux d'exécution appropriés?		1

¹ Selon le PRIMA, §70, p.19, il s'agit "d'apprécier si les choix des objectifs, les choix des groupes cibles et des organes locaux d'exécution restent pertinents et cohérents par rapport aux principes généraux relatifs à une aide efficace et efficiente, ainsi que par rapport à l'application des politiques et stratégies locales, régionales, internationales et belges de développement ».

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
PERFORMANCE² (PRIMA, §71, pp.19-20)		
1. Les résultats obtenus par la prestation ont-ils contribué à la réalisation de ses objectifs ³ ? (efficacité)		2
2. Appréciez la qualité des résultats intermédiaires (efficacité)		2
3. Les modalités de gestion de la prestation sont-ils appropriés? (efficacité)		2
4. Les ressources de la prestation sont-elles adéquates sur le plan de (efficience) :		2
a. Ressources financières?		3
b. Ressources humaines ?		3
c. Matériel et équipements ?		2
5. Les ressources de la prestation sont-elles utilisées efficacement et optimisées pour obtenir les résultats attendus? (efficience)		2
6. La prestation est-elle satisfaisante sur le plan coût-efficacité par rapport à des interventions similaires? (efficience)		2
7. Sur base du planning d'exécution, appréciez la rapidité d'exécution de la prestation. (respect des délais)		3

Indiquez votre appréciation globale de la prestation en utilisant les appréciations suivantes:

<p>1 - Très satisfaisant 2 - Satisfaisant 3 - Non satisfaisant, malgré certains éléments positifs 4 - Non satisfaisant X - Sans objet</p>

² Selon le PRIMA, §71, pp. 19-20, il convient « d'apprécier et de mesurer les performances convenues dans les phases de préparation selon les 4 critères et les indicateurs établis pendant la formulation. (Les 4 critères sont efficacité, efficience, respect des délais et qualité du personnel).

³ voir annexe 1 pour plus de détails

	Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
Appréciation globale de la prestation		2

Expliquez les raisons de votre appréciation, qui peut dépasser le cadre strict des critères de pertinence et de performance ci-dessus et être différentes de la notation donnée pour ceux-ci.

Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
	<p>Ce programme est destiné au financement d'actions multisectorielles décidées de commun accord entre la Belgique et le Mali. Il s'est agi aussi bien de séminaires, d'ateliers, d'études (d'identification, de pré faisabilité, de faisabilité, de rentabilité et d'exécution, de préparation de cahiers de charge et de dossiers techniques) que de missions ou de consultations de courte durée. Le mécanisme a prouvé son efficacité depuis son démarrage. Le programme est beaucoup sollicité et permet de combler le vide laissé par les projets bilatéraux dans le domaine de l'accompagnement de la société civile et du secteur privé. La gestion en régie permet d'avoir une souplesse et facilite les procédures de passation des marchés. Face à l'engouement suscité par ce fonds, une réallocation budgétaire a été accordée. Le montant est passé de 500.000 € à 742.102€</p>

DEUXIÈME PARTIE. RESUME DES ACTIVITES.

1. En partant des Résultats Intermédiaires de la prestation (RI), listez les principales activités et réalisations de la prestation par rapport à ses objectifs et au plan d'activités de l'année sous revue (+ commentaires).

Au cours de l'année 2006, plusieurs activités ont été réalisées les domaines du renforcement de la Société, de l'éducation, de l'appui au secteur privé ainsi que dans le domaine du renforcement de la coopération belgo malienne. Les acteurs sont diversifiés et concernent la société civile, l'Etat et le secteur privé. Dans le secteur du renforcement de la société et de l'éducation, il s'agit surtout de mise en œuvre d'atelier et de publications de rapports et de documents de référence. Les appuis dans le secteur privé embrassent une autre dimension qui concerne la réalisation de diagnostics stratégiques des entreprises industrielles. Du point de vue de la mise en œuvre, les prestations engagées connaissent une bonne exécution notamment dans les secteurs de l'éducation et du renforcement de la société civile. Les activités exécutées ou celles qui sont en cours sont les suivantes :

	TITRE DE LA PRESTATION	ETAT D'EXÉCUTION
	RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ	
1.	Appui à la validation et à l'édition du guide du désarmement (32.298,61€):	L'activité a été engagée en partenariat avec la Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération des Armes Légères. Deux ateliers de validation ont été organisés au niveau national. L'édition du guide a fait l'objet de la signature de trois contrats notamment pour la traduction du guide dans cinq langues nationales, l'élaboration de la préface et la recherche de textes légaux complémentaires, la mise en page et l'édition du guide. Le guide a été édité en 1030 exemplaires et servira pour l'animation des commissions locales dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième phase du projet « Appui aux Commission Locales de Récupération des Armes Légères dans la Région de Tombouctou ».
2.	Formations en droits sociaux, économiques et culturels (23.489€):	il s'agit de l'organisation, en partenariat avec SOCIAL ALERT Mali, d'ateliers de formation des acteurs de la société civile sur la connaissance des droits et devoirs civiques en rapport avec la construction en processus de l'état de droits. Au total, 2 ateliers ont été organisés à Bamako pour les régions du centre, du Sud, de l'est et de l'Ouest et un atelier regroupant les régions du Nord dans la région de Mopti. La prestation est entièrement exécutée.
3.	Organisation du Forum National de la Société Civile sur la gestion démocratique de la Sécurité(60.979,60€):	Il s'agit du premier Forum national de la Société Civile sur la prévention démocratique de la sécurité. Il s'agit d'informer et de former les acteurs de la société civile, notamment les collectivités territoriales et les ONG dans la connaissance des rôles qui leur sont dévolus dans le cadre de la réorganisation des instances nationales pour une meilleure gestion de la sécurité au niveau local.

		<p>L'atelier qui a connu la participation de plus de 250 participants représentant l'ensemble des régions du Mali, a connu un succès retentissant. Le constat majeur qui en est résulté est le décalage entre les textes transférant certaines compétences dans le domaine de la sécurité aux organisations de la société civile et la gestion qui en est faite. Plusieurs recommandations en ont résulté entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'élaboration et la mise en œuvre de stratégies visant l'appropriation par la Société Civile de la nouvelle Politique Nationale de Sécurité et de Protection Civile dans toutes ses dimensions (vision, stratégies, plan d'action etc.) ; • Le renforcement et l'élargissement de la collaboration entre les structures gouvernementales et les organisations non gouvernementales pour triompher du phénomène de prolifération des armes légères, du banditisme et de l'insécurité au triple niveau local, régional et national ; • La prise en compte de la Société Civile dans le dispositif de coordination et de régulation de la Lutte contre la prolifération des Armes Légères.
	EDUCATION	
4.	Etude de faisabilité pour la mise en place de l'Unité Universitaire de Bamako/Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (35.673,07€) :	<p>la prestation est mise en œuvre en partenariat avec la Conférence Episcopale du Mali et consiste en un appui à la mise en place du cadre juridique et administratif d'une unité universitaire, affiliée à l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest. La mise en place de l'Unité universitaire de Bamako a pour but de diversifier au profit du public un enseignement universitaire de qualité dans les domaines des métiers d'arts, de l'audiovisuel, sciences de la Communication et des sciences de l'Education. Le financement acquis a facilité l'organisation des rencontres de concertation, le recrutement d'experts nationaux et internationaux pour la mise en place des programmes, la conduite des démarches pour l'obtention de l'arrêté de création (obtenu en février 2007), la création d'un site web. Prévu initialement pour démarrer en septembre 2006, l'ouverture de l'unité universitaire est prévue à ce jour pour Septembre 2007 (en cours).</p>
5.	Etat des lieux du Ministère de l'Education nationale (60.979€)	prestation en partenariat avec le Ministère de l'Education Nationale (terminé)
6.	Audit organisationnel du Ministère de l'Education Nationale (60.979€),	prestation en partenariat avec le Ministère de l'Education Nationale : (terminé ?)

	EVALUATION DE LA COOPÉRATION BELGO MALIENNE	
7.	Amélioration de la coopération belgo malienne (13.492€)	Prestation en partenariat avec le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale (clôturé)
	APPUI AU SECTEUR PRIVÉ	
8.	Etude de faisabilité d'une unité de production de sacs en papier (15.985 €)	Prestation en partenariat avec le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale étude terminée le rapport provisoire est disponible .Il reste a validation par la SMCL .
9.	Formation des acteurs de la BRMN (54.700€)	Prestation en partenariat avec le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale la formation a été effectuée et le rapport de formation ainsi que les modules ont été remis au BRMN.
10.	Etude de faisabilité d'une unité de conditionnement de produits pharmaceutiques (UC sarl) (18.889.€)	Prestation en partenariat avec le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale Cette prestation a été annulée sur demande du promoteur
11.	Etude de faisabilité diagnostic stratégique de OMNIUM S.A (16.875€)	Prestation en partenariat avec le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale (cl
12.	Etude de faisabilité diagnostic stratégique de SONATAM_SA (16.875€)	Prestation en partenariat avec le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale Appel d'offres lancé . Démarrage prévu en Mai
13.	Etude de faisabilité diagnostic stratégique de FITINA (16.875€)	Prestation en partenariat avec le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale Étude suspendue l'entreprise n'a pas versé sa contribution. de 25%.(cl
14.	Etude de faisabilité diagnostic stratégique de SEMM SA (16.875 €)	Prestation en partenariat avec le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale * Étude suspendue l'entreprise n'a pas versé sa contribution. de 25%.(cl
15.	Etude de faisabilité diagnostic stratégique de KOUMALIM_SA (16.875 €)	Prestation en partenariat avec le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale Appel d'offres lancé . Démarrage prévu en Mai.
16.	Etude de faisabilité diagnostic stratégique de GMM SA (16.875 €)	Prestation en partenariat avec le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale Appel d'offres lancé . Démarrage prévu en Mai
17.	Etude de faisabilité diagnostic stratégique de C.G.M SA (16.875 €)	Prestation en partenariat avec le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale Étude suspendue l'entreprise n'a pas versé sa contribution. de 25%. Appel d'offres lancé . Démarrage prévu en Mai
18.	Etude de faisabilité diagnostic stratégique de COMATEX_SA (16.875 €)	Prestation en partenariat avec le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale Appel d'offres lancé . Démarrage prévu en Mai

2. Commentez éventuellement les principales recettes et dépenses de la prestation ayant un impact sur la question ci-dessus, par rapport aux prévisions budgétaires de l'année sous revue.

Dans les domaines du renforcement de la Société et de l'Education, les prestations engagées ont été exécutées convenablement. Les incidences par rapport aux prévisions budgétaires sont négligeables

- ❖ Formation des Acteurs du Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau pour a compte du Ministère de l'industrie et du commerce : Le budget a accusé un léger dépassement (voir etat d'exécution budgétaire).
- ❖ Sacs en papier : le budget prévisionnel n'a pas été dépassé

3. Quels sont les principaux mécanismes et activités d'appropriation mis en œuvre par la prestation dans l'année sous revue ?

Pour ce qui concerne les mécanismes d'appropriation, les interventions sont directement inscrites dans les structures étatiques qui en forment la demande. Dans la plupart des cas, les activités financées sont exécutées en partenariat avec les structures nationales. Dans certains cas, le mandat d'exécution est signé directement avec la structure nationale. La CTB joue dans ce cas un rôle d'accompagnement pour garantir l'application des procédures prévues par la convention spécifique. Les rapports ou les supports de formation produits sont discutés et validés avec ces structures partenaires.

TROISIEME PARTIE : COMMENTAIRES ET ANALYSES.

1. Quels sont les problèmes et questions majeurs influençant l'exécution de la prestation?

Au niveau de l'exécution des prestations, il convient de noter que le fonds qui permet de couvrir les préoccupations non prises en compte par ailleurs dans les autres conventions spécifiques, est beaucoup sollicité. Il constitue une des opportunités de la coopération Belge de pouvoir intervenir ponctuellement et suivant les nécessités immédiates, en appui aux secteurs non couverts par les autres conventions spécifiques de sorte à renforcer les processus de développement qui font appel à l'intervention des acteurs principaux du pays que constituent l'Etat, la Société Civile et le Secteur privé.

Les contraintes majeures liées à ce financement sont divers en fonction des acteurs :

- La qualité relative des requêtes présentées par la société civile oblige la représentation à reformuler les contenus avec les partenaires. Cette qualité relative est liée notamment à la faiblesse des certaines organisations de la société civile en terme de structuration et de qualité des ressources humaines. Ces constats sont généralement à l'origine du non respect des calendriers d'exécution des prestations financées, contraignant le plus souvent la CTB à signer des d'avenants ;
- Par contre les requêtes formulées par les structures étatiques et privées sont de bonne qualité
- Il convient toutefois de noter qu'un décalage existe entre les attentes de la plupart des acteurs du secteur privé par rapport à la finalité des fonds. Ces partenaires s'attendent plus à pouvoir utiliser les fonds pour des investissements plutôt que pour des études. De ce constat s'explique la réticence de certains acteurs du secteur privé à apporter la contribution sollicitée dans le cadre des financements octroyés (25% du budget).

2. Quels sont les causes des écarts par rapport au calendrier prévu et aux résultats attendus ?

Les causes des écarts par rapport au calendrier sont liées au retard de versement de la contribution des Promoteurs en ce qui concerne les requêtes formulées par le secteur privé.

Sur 10 requêtes reçues du secteur privé, :

4 sociétés n'ont pas versé leur contribution.

Une seule société a versé dans les délais impartis

5 autres ont versé après plusieurs rappels écrits et verbaux

Jusqu'à ce jour les résultats attendus ont été atteints. Comme exemple La formation des acteurs du BRMN et le dossier de l'étude de faisabilité de fabrique de sacs en papier qui pourrait apporter un grand changement dans l'amélioration de la qualité de l'environnement.

3. Comment peut-on résoudre les problèmes ou écarts identifiés ici plus haut? Exposez la/les mesure(s) recommandée(s). Précisez qui devrait être chargé de les appliquer. Indiquez aussi, approximativement, le délai d'exécution et les ressources nécessaires à l'exécution de ces mesures.

Pour résoudre les problèmes des écarts par rapport au calendrier,

- ❖ Exiger le versement de la contribution de la société avant le démarrage de l'étude
- ❖ Réduire la contribution de 25% qui est très élevée par rapport aux moyens financiers des petites unités industrielles
- ❖ Proposition :
 - Les Sociétés à responsabilité limitée S.A.R.L. : 5%
 - Les Sociétés Anonymes S.A. 15%
- ❖ Par rapport aux résultats attendus :
 - Assurer une bonne sélection des prestataires de services

4. Les suppositions (ou hypothèses) de départ sont elles encore pertinentes ?

Les suppositions de départ restent encore pertinentes. Le Mécanisme de financement du PAREC permet de prendre en compte les autres acteurs de la société civile et du secteur privé qui ne bénéficient pas directement des financements acquis dans le cadre de la coopération bilatérale.

5. Les indicateurs de la prestation sont-ils encore valides ?

Oui, ils restent valides il n'en demeure pas moins que les indicateurs de processus sont mesurables mais que les indicateurs d'impacts le sont moins parce que la CTB n'a pas de ressources humaines et financières suffisantes pour assurer le suivi de tout le processus c'est-à-dire de l'étude à la mise en œuvre.

6. Quels sont les facteurs ayant influencé la réalisation de la prestation? Parmi ceux-ci, y-a-t-il eu des faits nouveaux, non prévus préalablement et susceptibles de modifier la prestation ?

Aucun fait nouveau n'a été constaté dans l'exécution des prestations.

7. Quelle est l'opinion des groupes cibles sur le projet?

Opinion très positive en ce qui concerne la société civile. Même constat du côté du secteur privé qui a introduit 10 requêtes en 2006 et 8 autres ont été déposées au pour financement. Les AT ont compris l'utilité de ce fonds PAREC comme moyen de financer des études pertinentes qui ne sont pas prises en compte dans le montage des projets. Toutefois, les limites du budget rendent impossible tout financement d'activités d'envergure.

8. Si la prestation a été évaluée, comment les recommandations ont-elles été prises en compte?

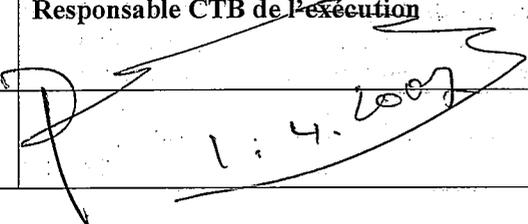
La prestation n'a pas encore été évaluée

9. Quelles sont les principales réussites de la prestation ?

- a. Validation et édition d'un guide national pour l'accompagnement des processus de désarmement au Mali ;
- b. Organisation du premier forum National de la Société civile sur la gestion démocratique de la Sécurité qui a connu la participation de toutes les régions du pays. La problématique de la gestion de la sécurité en rapport avec le processus de décentralisation a été ouvertement discutée entre les Ministères de Tutelle et la Société civile.
- c. Formation des représentants de l'ensemble des régions aux notions de droits et devoirs sociaux, économiques et culturels en rapport avec le processus démocratique en construction
- d. Production des programmes et curricula pour l'ouverture très prochaine d'une unité universitaire au Mali. Le financement a également permis d'effectuer les démarches qui ont abouti à l'obtention de l'arrêté de création de l'Unité Universitaire.
- e. Formation des acteurs du bureau de restructuration et mise à niveau des entreprises industrielles du Mali
- f. Etude de faisabilité de la mise en place d'une fabrique d'emballages en sacs et sachets en papier à Bamako

10. Quelles recommandations faites-vous pour la suite à donner à la prestation?

- o Accorder plus d'attention aux Projets productifs et porteurs d'emploi
- o Augmenter le budget à 1million euros pour 2007-2011

Responsable national de l'exécution	Responsable CTB de l'exécution
	 1:4.000

QUATRIEME PARTIE. ANNEXES.

ANNEXE 1. Résumé des résultats

ANNEXE 2. Planning d'activités année sous revue

ANNEXE 3. Planning d'activités année + 1

ANNEXE 4. Etat des recettes et dépenses de l'année sous revue

ANNEXE 5. Prévisions budgétaires année + 1

ANNEXE 6. Taux de déboursement de la prestation

ANNEXE 7. Personnel de la prestation

ANNEXE 8. Sous-traitance et appels d'offres

ANNEXE 9. Equipements

ANNEXE 10. Interventions des Bailleurs de fonds

ANNEXE 1. Résumé des résultats et des activités

Résultats Intermédiaires	Indicateurs	Etat de réalisation
RI. 1.		
RI. 2.		
RI. N.		
Activités planifiées dans l'année sous revue	Etat d'avancement des activités	Activités proposées pour l'année prochaine
RI.1.		
Activité 1		
Activité 2		
Activité 3		
RI.2.		
Activité 1		
Activité 2		
Activité3		
RI.N.		
Activité 1		
Activité 2		
Activité N		

ANNEXE 2 : Planning d'activités de l'année sous revue.

	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 10	Mois 11	Mois 12
RI 1.												
Activités 1												
Activités 2												
Activités n												
RI 2.												
Activités 1												
Activités 2												
Activités n												
RI N.												
Activités 1												
Activités 2												
Activités n												

ANNEXE 3 : Planning d'activités de l'année +1.

	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 10	Mois 11	Mois 12
RI 1.												
Activités 1												
Activités 2												
Activités n												
RI 2.												
Activités 1												
Activités 2												
Activités n												
RI N.												
Activités 1												
Activités 2												
Activités n												

Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of ML10401411

Project Title : Fonds d'Etudes
 Budget Version : E01
 Currency : EUR
 YTD : Report includes all valid transactions, registered up to today

	Status	Fin Mode	Amount	Start to					Total	Balance	% Exec
				2003	2004	2005	2006	2007			
Expenses											
A CONSULTANT INTERNATIONAL			617,196,42			166,499,69	80,335,64	73,165,74	320,001,79	287,94,63	53%
01 Amélioration impact et efficacité			13,492,00			12,203,77		0,00	12,203,77	1,288,23	90%
01 Allocated Funds		REGIE	13,492,00			12,203,77		0,00	12,203,77	1,288,23	90%
02 Validation du guide du desarmement			32,298,61			17,362,72	14,935,43	0,00	32,298,15	0,46	100%
01 Expert formateur en prévention conflit		REGIE	6,622,69			2,515,41		0,00	2,515,41	4,107,28	38%
02 Atelier national de validation du guide		REGIE	25,675,92			14,847,31	14,935,43	0,00	29,782,74	-4,106,82	116%
03 Etat des lieux Ministère de l'Education			60,979,61			60,979,61	0,00	0,00	60,979,61	0,00	100%
01 Consultant international		REGIE	60,979,61			60,979,61	0,00	0,00	60,979,61	0,00	100%
04 Audit organisationnel Ministère de			60,979,61			60,979,61		0,00	60,979,61	0,00	100%
01 Consultant local		REGIE	60,979,61			60,979,61		0,00	60,979,61	0,00	100%
05 Formation en droits sociaux économiques			23,489,00			14,973,98	8,487,92	0,00	23,461,91	27,09	100%
01 Expert formateur		REGIE	3,377,00				6,681,02	0,00	6,681,02	-3,304,02	198%
02 Atelier		REGIE	20,112,00			14,973,98	1,806,90	0,00	16,780,89	3,331,11	83%
06 Etude faisabilité Sacs en papier			15,985,00				-600,69	1,351,68	750,99	15,234,01	5%
01 Consultant Local		REGIE	9,485,00				-600,69	0,00	-600,69	10,085,69	-6%
02 Expert international		REGIE	6,500,00					1,351,68	1,351,68	5,148,32	21%
07 Formation acteurs BRMN (Ministère			54,700,00				29,768,27	25,686,16	55,454,43	-754,43	101%
01 Consultant		REGIE	54,700,00				29,768,27	25,686,16	55,454,43	-754,43	101%
08 Etude de faisabilité unité de			18,889,00					0,00	0,00	18,889,00	0%
01 Honoraires Consultant		REGIE	15,845,00					0,00	0,00	15,845,00	0%
		REGIE	742,102,77			168,055,65	81,013,74	73,452,38	322,521,78	419,580,99	43%
		COGEST									
		TOTAL	742,102,77			168,055,65	81,013,74	73,452,38	322,521,78	419,580,99	43%



Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of ML10401411

Project Title : Fonds d'Etudes

Budget Version : E01

Currency : EUR

YTD : Report includes all valid transactions, registered up to today

	Status	Fin Mode	Amount	Start to					Total	Balance	% Exec
				2003	2004	2005	2006	2007			
02 Mission consultant		REGIE	3.044,00					0,00	0,00	3.044,00	0%
09 Etude de faisabilité diagnostic stratégique			16.875,00					0,00	0,00	16.875,00	0%
01 Honoraires consultants		REGIE	11.875,00					0,00	0,00	11.875,00	0%
02 Voyage & Déplacement		REGIE	4.500,00					0,00	0,00	4.500,00	0%
03 Frais de rapportage		REGIE	500,00					0,00	0,00	500,00	0%
10 Etude de faisabilité diagnostic stratégique			16.875,00					0,00	0,00	16.875,00	0%
01 Honoraires consultants		REGIE	11.875,00					0,00	0,00	11.875,00	0%
02 Voyage & Déplacement		REGIE	4.500,00					0,00	0,00	4.500,00	0%
03 Frais de rapportage		REGIE	500,00					0,00	0,00	500,00	0%
11 Etude de faisabilité diagnostic stratégique			16.875,00					0,00	0,00	16.875,00	0%
01 Honoraires consultants		REGIE	11.875,00					0,00	0,00	11.875,00	0%
02 Voyage et déplacement		REGIE	4.500,00					0,00	0,00	4.500,00	0%
03 Frais de rapportage		REGIE	500,00					0,00	0,00	500,00	0%
12 Etude de faisabilité diagnostic stratégique			16.875,00					0,00	0,00	16.875,00	0%
01 Honoraires consultants		REGIE	11.875,00					0,00	0,00	11.875,00	0%
02 Voyage et déplacement		REGIE	4.500,00					0,00	0,00	4.500,00	0%
03 Frais de rapportage		REGIE	500,00					0,00	0,00	500,00	0%
13 Etude de faisabilité diagnostic stratégique			16.875,00					0,00	0,00	16.875,00	0%
01 Honoraires consultants		REGIE	11.875,00					0,00	0,00	11.875,00	0%
02 Voyage et déplacement		REGIE	4.500,00					0,00	0,00	4.500,00	0%
		REGIE	742.102,77			168.055,65	81.013,74	73.452,38	322.521,78	419.580,99	43%
		COGEST									
		TOTAL	742.102,77			168.055,65	81.013,74	73.452,38	322.521,78	419.580,99	43%



EMPOWERING DEVELOPMENT

Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of MLI0401411

Project Title : **Fonds d'Etudes**
 Budget Version : **E01**
 Currency : **EUR**
 YID : **Report Includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to					Expenses		Balance	% Exec
				2003	2004	2005	2006	2007	Total			
03 Frais de rapportage		REGIE	500,00					0,00	0,00	500,00	0%	
14 Etude de faisabilité diagnostic stratégique		REGIE	16.875,00					0,00	0,00	16.875,00	0%	
01 Honoraires consultants		REGIE	11.875,00					0,00	0,00	11.875,00	0%	
02 Voyage et déplacement		REGIE	4.500,00					0,00	0,00	4.500,00	0%	
03 Frais de rapportage		REGIE	500,00					0,00	0,00	500,00	0%	
15 Etude de faisabilité diagnostic stratégique		REGIE	16.875,00					0,00	0,00	16.875,00	0%	
01 Honoraires consultants		REGIE	11.875,00					0,00	0,00	11.875,00	0%	
02 Voyage et déplacement		REGIE	4.500,00					0,00	0,00	4.500,00	0%	
03 Frais de rapportage		REGIE	500,00					0,00	0,00	500,00	0%	
16 Etude de faisabilité diagnostic stratégique		REGIE	16.875,00					0,00	0,00	16.875,00	0%	
01 Honoraires consultants		REGIE	11.875,00					0,00	0,00	11.875,00	0%	
02 Voyage et déplacement		REGIE	4.500,00					0,00	0,00	4.500,00	0%	
03 Frais de rapportage		REGIE	500,00					0,00	0,00	500,00	0%	
17 Etude de faisabilité université catholique		REGIE	35.673,07					25.382,76	0,00	25.382,76	71%	
01 Honoraires consultants		REGIE	35.673,07					25.382,76	0,00	10.290,31	71%	
18 Réformulation PROJET CONASCIPAL		REGIE	4.725,92					0,00	0,00	4.725,92	0%	
01 Honoraires consultants		REGIE	4.725,92					0,00	0,00	4.725,92	0%	
19 Forum national de la société civile sur la		REGIE	60.879,60					2.362,98	45.407,89	47.770,87	78%	
01 Honoraires confrenciers & Encadrement		REGIE	17.291,53					2.362,98	5.208,46	7.560,04	44%	
02 Fonctionnement (restauration, location salles,		REGIE	43.688,07					40.199,53	40.199,53	3.488,54	92%	
		REGIE	742.102,77			168.055,65	81.013,74	73.462,38	322.521,78	419.580,99	43%	
		COGEST										
		TOTAL	742.102,77			168.055,65	81.013,74	73.462,38	322.521,78	419.580,99	43%	



Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of MLI0401411

Project Title : Fonds d'Etudes
 Budget Version : E01
 Currency : EUR
 YID : Report includes all valid transactions, registered up to today

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2003	Expenses					Total	Balance	% Exec
					2004	2005	2006	2007				
20 Systems MENOR CPS/MA			30,005,00						719,61	719,61	89,285,39	2%
01 Expertise Internationale	REGIE		23,502,00						370,50	370,50	23,131,50	2%
02 Mission de terrain	REGIE		50,003,00						0,00	0,00	50,003,00	0%
03 Atelier de validation	REGIE		6,500,00						349,11	349,11	6,150,89	5%
04 Expertise nationale	REGIE		10,000,00						0,00	0,00	10,000,00	0%
UNALLOCATED FUNDS												
01 Unallocated Funds			134,906,35			1,555,95	677,10		286,94	2,519,99	132,386,36	2%
01 Balance for new studies	REGIE		134,906,35			1,555,95	677,10		286,94	2,519,99	132,386,36	2%



REGIE	742,102,77			168,095,65	81,013,74	73,452,38	322,521,78	419,580,99	43%
COGEST									
TOTAL	742,102,77			168,095,65	81,013,74	73,452,38	322,521,78	419,580,99	43%

ANNEXE 6. Taux de déboursement de la prestation

RÉSUMÉ FINANCIER						
Source de financement	Budget annuel prévu	Budget cumulé	Dépenses réelles de l'année	Dépenses réelles cumulées	Taux de déboursement de l'année	Taux de déboursement cumulé
Contribution belge directe						
Contribution Etat partenaire						
Contribution Fonds de contrepartie						
Autres						

ANNEXE 7. Personnel de la prestation

Type de personnel (titre, nom et genre)	Durée de recrutement (date début et fin)	Commentaires (délais de recrutement, pertinence de la fonction ou du profil...)
1. Personnel national mis à disposition par le Pays Partenaire		
2. Personnel d'appui recruté localement		
3. Personnel d'encadrement recruté localement		
4. Personnel International (hors CTB)		
5. Expert en Coopération Internationale (CTB)		

ANNEXE 8. Sous-traitance et appels d'offres
(une fiche par nouveau contrat de sous-traitance dans l'année sous revue)

A. Projets d'appui à la réalisation des études et consultations engagés en 2004 :

Mission d'appui à l'amélioration de l'impact et de l'efficacité de la coopération belgo - malienne

Mode de passation du marché	: gré à gré
Date réception demande officielle	: 09.12.2004
Date de début du contrat de sous-traitance	: 15.12.2004
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Marc ZIEGLER (consultant indépendant)
Objet du contrat	: Etude bilan diagnostic de la coopération belgo - malienne
Coût du contrat expertise	: 12.203,77 €
Durée du contrat	: 8 mois
Résultats produits 21.09.2005	: Rapport final transmis à la CTB le

B. Projets d'appui à la réalisation des études et consultations engagés en 2005 :

Etat des Lieux de la formation technique et professionnelle au Mali

Mode de passation du marché	: gré à gré
Date réception demande officielle	: 30.05.05
Date de début du contrat de sous-traitance	: 04.07.2005
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Unité de Formation et d'Appui aux Entreprises (UFAE)
Objet du contrat	: Etude sur l'état des lieux dans le secteur de l'éducation technique et la formation professionnelle
Coût du contrat	: 60.979,61 €
Durée du contrat	: 41 jours
Résultats produits	: Rapport final du 13 octobre 2005

Guide du Désarmement

Mode de passation du marché	: gré à gré
Date réception demande officielle	: 25.07.05
Date de l'appel d'offres	:
Date de début du contrat de sous-traitance	: 24.09.2005
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Ousmane Kornio, Soumana Kané (consultants indépendants), Le Bureau et Communicances
Le Bureau, Communicances	
Objet du contrat	: Analyse et validation du guide de désarmement produit par le CNLPAL
Coût du contrat	: 32.298,61 €
Durée du contrat	: 8 mois
Résultats produits	: Premier résultat : validation du « Guide du désarmement » le 28.11.2005. Guide du Désarmement en 6 langues imprimé en 1030 exemplaires le 30.11.2006

Audits de l'organisation et du management du secteur de l'Education

Mode de passation du marché	: gré à gré
Date réception demande officielle	: 17.05.2005
Date de début du contrat de sous-traitance	: 30.07.2005
Nom du sous-contractant (ou firme)	: I&D Institutions et Développement
Objet du contrat	: Audit de l'organisation et du management du Ministère de l'Education
Coût du contrat	: 60.980 €
Durée du contrat	: 50 jours
Résultats produits	: Rapport du 03.10.2005

Formation en droits sociaux économiques et cultures

Mode de passation du marché	: gré à gré
Date réception demande officielle	: 25.07.05
Date de début du contrat de sous-traitance	: 30.11.2005
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Social Alert
Objet du contrat	: Organisation de 3 ateliers de formation en droits sociaux
Coût du contrat	: 23.461,9 €
Durée du contrat	: 45 jours
Résultats produits	: Rapport Général du 11.12.2005 + organisation de trois séminaires finalisés en juillet 2006

D. Projets d'appui à la réalisation des études et consultations engagés en 2006 :

Coalition Nationale de la Société Civile pour la Paix et la lutte contre la Profilération des Armes Légères (Conascipal)

Mode de passation du marché	: gré à gré
Date réception demande officielle	: 23.02.2006
Date de début du contrat de sous-traitance	: prévu février 2007
Nom du sous-contractant (ou firme)	:
Objet du contrat	:
Coût du contrat	:
Durée du contrat	:
Résultats produits	:

La CTB Bamako à procédé à une reformulation (4.725 €) de la requête vu la légèreté du dossier introduit. Le rapport de cette reformulation a été réceptionné le 5.12.2006. Budget prévu : 60.979 €.

Unité Universitaire Catholique de Bamako

Mode de passation du marché : gré à gré
Date réception demande officielle : 23.02.2006
Date de début du contrat de sous-traitance : 09.05.2006
Nom du sous-contractant (ou firme) : Conférence Episcopale du Mali
Objet du contrat : Etude de faisabilité pour la création de l'unité Universitaire de Bamako
Coût du contrat : 35.673 €
Durée du contrat : 09.01.2007
Résultats produits : en cours

Mansour

Mode de passation du marché : gré à gré
Date réception demande officielle : 02.05.2006
Date de début du contrat de sous-traitance :
Nom du sous-contractant (ou firme) :
Objet du contrat :
Coût du contrat : 15.985 €
Durée du contrat :
Résultats produits : en cours (l'engagement d'un technicien en traitement de papier, difficile à trouver, devrait aboutir en fin 2006)

UC-SARL

Mode de passation du marché	: gré à gré
Date réception demande officielle	: 25.06.2006
Date de début du contrat de sous-traitance	: 03.10.2006
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Yiriwaconseil sarl + ... experts techniques à contracter
Objet du contrat	: Etude de faisabilité de sacs en papier
Coût du contrat	: 14.088,30 €
Durée du contrat	: Yiriwaconseil : 27 jours
Résultats produits	: en cours

Mise à niveau Ministère de l'Industrie et de Commerce

Mode de passation du marché	: gré à gré
Date réception demande officielle	: 06.06.2006
Date de début du contrat de sous-traitance	: 07.11.2006
Nom du sous-contractant (ou firme)	: Euroconsultants et BEFACO
Objet du contrat	: Formation des acteurs du Bureau de Restructuration et mis à niveau des Entreprises Industrielles du Mali
Coût du contrat	: 54.700 €
Durée du contrat	: 65 jours
Résultats produits	: formation des formateurs terminé le 20.12.2006

Mise à niveau des Industries Privées

Huit études doivent être lancées, en préparation à la CTB Bamako.

Date réception demande officielle : 29.06.2006

Budget prévu : 135.000 €

ANNEXE 10. Interventions des Bailleurs de fonds

Interventions d'autres bailleurs de fonds sur la même prestation ou dans des projets contribuant à un même objectif spécifique.

Bailleurs de fonds intervenant dans la même prestation				
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs	Commentaires
Bailleurs de fonds contribuant à un même objectif spécifique				
Bailleurs de fonds	Nom de l'intervention	Budget	Principaux objectifs	Commentaires